SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 15 MARS 1862.

Rapports faits, au nom de la Commission des Naturalisations, sur des demandes de naturalisation ordinaire.

Présents : MM. D'OMALIUS D'HALLOY, Président ; le Comte DE RIBAUCOURT, le Chevalier VAN HAVRE, le Comte MAURICE DE ROBIANO et VAN SCHOOR, Secrétaire.

I.

Par M. le Comte MAURICE DE ROBIANO, sur la demande du sieur NICOLAS-JOSÉPH PSOMADÈS, négociant à Anvers.

(Voir le n° 53 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par pétition du 15 janvier 1860, le sieur Psomadès, Nicolas-Joseph, négociant à Anvers, demande la naturalisation ordinaire.

Le sieur Psomadès est né à Bechiktach-lez-Constantinople, le 25 août 1826. Il est arrivé à Anvers au mois de juin ou d'octobre 1851 et y a établi une maison de commerce. Il s'est marié le 26 mai 1857, à Marseille, à une de ses compatriotes, dont il a deux enfants. Ce commerçant a établi des relations d'affaires très-utiles à l'industrie belge, et il est honorablement connu sur la place d'Anvers. Il s'engage à payer les droits d'enregistrement.

Les autorités ont donné de bons renseignements sur le pétitionnaire.

Bien qu'inscrit aux registres de population de la ville d'Anvers depuis le 4 novembre 1851, il n'a pas résidé d'une manière continue en cette ville; ses absences ont été quelquefois fort longues, entre autres, de décembre 1858 au mois de mai 1860. On s'est demandé si, dans cet état de choses, on pouvait estimer que le pétitionnaire avait réellement résidé cinq ans en Belgique, comme l'exige l'art. 5 de la loi du 27 septembre 1835.

Si l'on considère que depuis dix années le pétitionnaire a fixé le siège de son commerce en Belgique et que depuis quatre ans il y a établi sa famille, nous pouvons estimer que les absences qu'il a faites n'ont eu d'autre motif que les nécessités de ses affaires et le considérer comme ayant moralement résidé.

La Chambre des Représentants, mue par l'intérêt que peut avoir le pays à adopter un homme dont les travaux ont pour but les relations commerciales de la Belgique avec les contrées de l'Orient, a fait un accueil favorable à la demande du sieur Psomadès, en lui donnant 49 suffrages contre 11.

La Commission des naturalisations a l'honneur de proposer au Sénat de prendre une mesure analogue.

II.

Par M. le Chevalier VAN HAVRE, sur la demande du sieur JEAN-JACQUES WEYCKMANS, jardinier à Xhendremael (Liège).

(Voir le n° 54 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par pétition du 10 mars 1861, le sieur Weyckmans sollicite la naturalisation ordinaire avec la dispense du droit d'enregistrement, conformément à la loi du 30 décembre 1853.

Le pétitionnaire, né à Stenacken (Limbourg cédé), le 20 décembre 1820, habite la Belgique depuis 1847, et exerce aujourd'hui la profession de jardinier à Xhendremael. Il résulte des pièces jointes à sa requête qu'il a toujours eu une conduite très-honorable; l'estime publique dans la commune qu'il habite lui est acquise à ce point, que le conseil communal de Xhendremael l'a proposé comme premier candidat pour les fonctions de garde champêtre. C'est en vue de pouvoir remplir cette place qu'il a fait sa requête qui a été favorablement appuyée par toutes les autorités consultées. Votre Commission a l'honneur de vous proposer d'accueillir également la demande du sieur Weyckmans, qui a été prise en considération par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 19 février 1862, à la majorité de 49 suffrages contre 11.

III.

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur NICOLAS AREND, cultivateur, à Sterpenich (Luxembourg).

(Voir le n° 54 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par pétition du 19 juillet 1860, le sieur Arend sollicite la naturalisation ordinaire.

Le pétitionnaire, né à Dahlem (grand-duché de Luxembourg), le 6 février 1819, réside en Belgique depuis 1844, époque à laquelle il épousa une femme belge, née à Sterpenich (canton d'Arlon); il a fixé son domicile dans cette commune, dont il est actuellement l'un des plus riches cultivateurs. Plusieurs enfants sont nés de son mariage. Les renseignements fournis sur son compte, par l'Administration communale du lieu de sa résidence, sont d'une nature très-favorable, et sa conduite exempte de tout reproche. Toutes les autorités consultées sont unanimement d'avis qu'il y a lieu d'accorder la faveur que sollicite l'impétrant. Le bénéfice de la loi du 30 décembre 1853 lui étant applicable, votre Commission a l'honneur de vous proposer d'accueillir favorablement sa demande avec dispense du droit d'enregistrement.

La Chambre des Représentants, dans sa séance du 19 février 1862, a pris la requête du sieur Arend en considération, à la majorité de 51 suffrages contre 9.

Le Président,

DOMALIUS D'HALLOY.

Le Secrétaire,

J. VAN SCHOOR.